

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 avril 1994 autorisant la S.A. SANIT à créer et à exploiter un centre de stockage, de transit et de regroupement de déchets industriels liquides, pâteux ou solides, sur la Z.I. des Châtelets, rue du Boissillon à PLOUFRAGAN ;
- VU la demande présentée par l'exploitant, en vue de l'extension et l'augmentation de la capacité de traitement de l'établissement précité, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 1^{er} au 31 mars 1999 en mairie de PLOUFRAGAN ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de PLOUFRAGAN du 13 avril 1999, de PLEDRAN du 12 mars 1999 et de TREGUEUX du 31 mars 1999 ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction par :
 - le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles le 15 février 1999,
 - le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt le 6 mai 1999,
 - le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi le 4 mars 1999,
 - le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales le 8 mars 1999,
 - la Directrice Régionale de l'Environnement le 14 avril 1999 ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 13 septembre 1999 ;
- VU la consultation effectuée le 20 septembre 1999, conformément à l'article 10 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 24 septembre 1999 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

...

13.10.99

ARRETE

ARTICLE 1er : La Société SANIT est autorisée à agrandir et à poursuivre l'exploitation d'un centre de stockage, de transit et de regroupement de déchets industriels liquides, pâteux et solides provenant en particulier d'installations classées, situé à PLOUFFRAGAN en zone industrielle des Châtelets. Cette installation représente des capacités maximales respectives de stockage de 372 m³ (liquides), de 35 m³ (solides conditionnés) et de 84 m³ (pâteux) ainsi qu'une capacité maximale totale de transit de 800 tonnes par an. Elle comprend les installations classées ci-après :

1-1 : Description des installations classées.

Rubriques de la nomenclature	Nature, volume des activités	Classement
167 a)	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées représentant une capacité de stockage de 372 m ³ (liquides) et de 35 m ³ (solides) et une capacité annuelle traitée de 600 tonnes par an.	A
322 A	Station de transit de résidus urbains tels que graisses, boues de curage ..., la capacité totale étant de 84 m ³ et la capacité annuelle traitée étant de 200 tonnes.	A

1-2 : Taxes et redevances

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté et d'une redevance annuelle, éventuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1er janvier.

1-3 : Cette installation de transit et de regroupement est autorisée à recevoir des huiles usagées et des déchets indiqués à la disposition n° 19-1 du présent arrêté en provenance de la collecte de la Société SANIT, d'industriels (PME, PMI), d'autres professionnels collecteurs et de collectivités situés dans la zone géographique définie dans le dossier d'autorisation conformément aux dispositions prévues dans le plan départemental d'élimination des déchets approuvé par un arrêté préfectoral du 9 juillet 1996 et à celles précisées dans le plan régional d'élimination des déchets approuvé par un arrêté préfectoral du 20 juillet 1995.

L'exploitant devra tenir compte des modifications apportées à ces plans.

ARTICLE 2 : Sauf disposition contraire, les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 avril 1994 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après.

L'exploitant des installations est soumises aux dispositions suivantes.

1°) - conformité au dossier déposé

Les installations devront être implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation. Elles devront se conformer le cas échéant, aux prescriptions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Côtes d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.

2°) - L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants:

- le dossier de demande d'autorisation
- les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les résultats des mesures de contrôle, des rapports de visite réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets. Ces documents devront être conservés pendant 5 ans.
- les registres prévus à la disposition 23-1 ci-après.

Ce dossier devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3°) - Impact des installations

Les équipements notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, ou éléments d'équipement utilisés de manière courante, ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc...

4°) - Intégration dans le paysage

L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc).

5°) - Contrôles et analyses

L'inspecteur des Installations Classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruits notamment).

En tant que de besoin, les installations seront conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Sauf accord préalable de l'inspecteur des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse sont les méthodes normalisées.

Les résultats de ces contrôles et analyses ainsi que ceux obtenus dans le cadre de la procédure d'autosurveillance sont conservés pendant au moins 5 ans et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et, pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la Police de l'eau.

6°) - Incident grave - accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remet, dans les meilleurs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

7°) - Risques naturels

L'ensemble de l'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions précisées à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations contre la foudre (J.O du 26 février 1993). Il est équipé d'un dispositif approprié de comptage de coups de foudre.

Les dispositions prévues dans l'arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles para-sismiques sont rendues applicables aux installations visées par le présent arrêté.

8°) - Arrêt définitif des installations

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet du département, conformément au décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34-1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est-à-dire les intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée), notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et eaux souterraines éventuellement polluées ;
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puits, citernes etc...) ;
- la surveillance à posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement

9°) - Prévention du bruit et des vibrations

9-1 : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

9-2 : Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifiant celles de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

9-3 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 concernant la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation).

Les engins de chantier existants, non modifiés, restent soumis aux dispositions du décret du 18 Avril 1969.

9-4 : L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

9-5 : Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée (cf § 9-6 ci-après) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	supérieur à 45 dB (A)
Émergence admissible pour la période allant de 7 à 22 h sauf dimanche et jours fériés	6 dB (A)	5 dB (A)
Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés	4 dB (A)	3 dB (A)

9-6 : Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation, et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...).
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publié à la date du présent arrêté d'autorisation.
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui auront été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

9-7 : L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établi par l'arrêté).

9-8 : L'exploitant devra réaliser, tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émission sonore généré par son établissement, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures (émergences en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement) sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

9-9 : Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se reportant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles, dus aux installations.

Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	Emplacement des points de mesure (en référence à l'étude d'impact)		Limites de propriété
	Jour (7 h - 22 h) sauf les dimanches et jours fériés	Nuit (22 h - 7 h) et dimanches et jours fériés	65 dB (A) 55 dB (A)

- les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A ($L_{acq}T$);

- l'évaluation du niveau de pression continu équivalent (incluant le bruit particulier de l'établissement) est effectué sur une durée représentative de fonctionnement le plus bruyant de celui-ci.

9-10 : En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

10°) - Prévention de la pollution atmosphérique

10-1: Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine d'émissions à l'atmosphère de fumées épaisses, de buées, de poussières, de suies ou de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation et à la beauté des sites.

En particulier, tout brûlage à l'air libre est interdit.

10-2 : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et de canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés, en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Il doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

10-3 : Toutes précautions seront prises afin de limiter des émissions diffusées de poussières lors du chargement ou du déchargement des produits.

11°) - Prévention de la pollution des eaux

11-1 : Les alimentations en eau de l'établissement (réseau public, prélèvements d'eau de nappe ou de surface), seront munis de dispositifs de comptage.

Tous les compteurs seront relevés régulièrement et les valeurs obtenues seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau

11-2 : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eaux publics.

11-3 : L'établissement devra être pourvu d'un réseau d'assainissement particulier du type séparatif permettant un rejet différencié des eaux de pluie non souillées.

11-4 : Les eaux des sanitaires, les eaux usées des lavabos seront collectées puis envoyées dans le réseau public d'assainissement;

11-5 : L'exploitant devra prendre toutes les dispositions utiles pour séparer physiquement les aires de dépôtage et de stockage des huiles usagées et d'hydrocarbures d'une part, et celles réservées aux déchets liquides spéciaux d'autre part, de manière qu'aucun mélange d'eaux résiduaires ou pluviales susceptibles de contenir des produits toxiques ou dangereux ne puisse avoir lieu.

Dans ce but, les dispositions suivantes devront être scrupuleusement respectées :

- création d'un réseau distinct de collecte des eaux résiduaires (lavage extérieur) et pluviales de chaque zone.

- les eaux de ruissellement collectées dans les cuvettes de rétention installées autour des cuves contenant des huiles ou des hydrocarbures et sur l'aire de dépôtage des véhicules transportant ces mêmes produits subiront une décantation et un déshuilage dans des installations d'une capacité suffisante pour respecter les valeurs indiquées à la disposition 11-5-1 ci-dessous.

- le dépôtage et le chargement des véhicules transportant les déchets spéciaux liquides autres que les huiles usagées et hydrocarbures ainsi que le stockage de ces mêmes produits devront être réalisés exclusivement à l'intérieur d'un bâtiment couvert et fermé, de manière que ces zones soient isolées des eaux de ruissellement et de pluie et éviter ainsi, de souiller celles-ci.

- l'aire de stockage des graisses et d'égouttage des boues de curage de réseaux sera placée sous un auvent pour être à l'abri des intempéries, et dans une rétention étanche.

- la voirie intérieure devra être réalisée avec des pentes dirigeant les eaux pluviales vers le réseau "eaux pluviales" de manière que celles-ci ne puissent pas transiter par l'aire de lavage extérieure prévue et toute autre zone susceptible d'être souillée.

- les eaux résiduaires provenant du lavage intérieur et extérieur des citernes routières et des cuves de stockage (fixes ou containers mobiles) ayant transporté ou contenu des déchets dangereux ou toxiques devront être entièrement récupérées dans une fosse d'un volume minimum de 13 m³ équipée d'un dispositif de niveau déclenchant une alarme visuelle ou sonore, puis traitées comme déchets selon les paragraphes 18-1 à 18-3 ci-après.

11-5-1 : Le rejet d'eaux résiduaires vers la station communale d'eaux usées de ST-BRIEUC (eaux de lavage extérieur, lessivage, eaux de ruissellement souillées), même en cas d'accident, devra répondre aux caractéristiques maximales suivantes :

- pH compris entre 5,6 et 8,5
- température inférieure à 30° C
- teneur en MES inférieure à 600 mg/litre
- DCO (NFT 90101) inférieure à 1000mg/l
- DBO (NFT 90103) inférieure à 500 mg/l
- Azote global inférieure à 150 mg/l
- teneur en hydrocarbures totaux (NFT 90203) inférieure à 10 mg/litre
- teneur en phénols inférieure à 0,1 mg/l
- débit journalier : 1000 l

A cet effet, l'exploitant devra se pourvoir d'une autorisation de rejet permanente qu'il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées.

11-5-2 : Tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect, total ou partiel et interdit.

Dans ce but, un piézomètre devra être installé en aval de l'exploitation.

11-5-3 : Aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales.

Tout rejet éventuel, même en cas d'accident devra répondre aux caractéristiques ci-après :

- DCO inférieure à 120 mg/l
- DBO inférieure à 40 mg/l
- Ph compris entre 5,5 et 8,5
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l
- teneur en phénols inférieure à 0,1 mg/l
- teneur en cyanures inférieure à 0,1 mg/l
- teneur totale en métaux lourds (Zn + Cu + Ni + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn) inférieure à 15 mg/l.
- teneur en cadmium inférieure à 0,2 mg/l
- teneur en chrome hexavalent inférieure à 0,1 mg/l
- teneur en chrome trivalent inférieure à 3 mg/l

11-6 : L'exploitant réalise une autosurveillance périodique de ces rejets sur les paramètres définis ci-dessus.

En particulier, celle-ci concernera au moins un contrôle hebdomadaire de la consommation d'eau, un contrôle mensuel de la teneur en hydrocarbures et de la DCO concernant les rejets déversés vers la station communale.

Une analyse trimestrielle sera faite sur l'ensemble des éléments indiqués à la disposition n° 11-5-1 ci-dessus.

Ces résultats seront adressés mensuellement au service chargé de l'inspection des installations classées.

Un contrôle piézométrique de la qualité des eaux souterraines devra être effectué au moins une fois par an sur les paramètres définis à la disposition 11-5-3 ci-dessus.

11-7 : Prévention des pollutions accidentelles.

11-7-1 : L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampons de collecte et de refoulement, des canalisations des pompes de reprises, etc... pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement public.

11-7-2 : Les opérations périodiques ou exceptionnelles, de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment, au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bac, déchets divers etc... ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le site.

11-7-3 : Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de l'art.

Ils devront porter en caractère très lisible la dénomination de leur contenu.

Ils seront équipés de manière à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toutes dispositions seront prises pour éviter les débordements en cours de remplissage.

Ils seront installés en respectant les règles de comptabilité dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la plus grande des valeurs ci-après :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.

L'ouverture du système d'obturation de l'orifice d'évacuation des eaux pluviales retenues dans les cuvettes ne pourra être maintenue que par une intervention nécessitant la présence permanente de personnel.

Chaque rétention devra être munie d'un déclencheur d'alarme au point bas.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

11-7-4 : Un plan de l'ensemble des égouts de l'usine, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel, les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues.

12°) - Rapport annuel d'exploitation

L'exploitant établit un rapport annuel d'exploitation au regard de la protection de l'environnement, transmis chaque année avant le 31 mai, à l'inspection des installations classées. Ce rapport précise notamment :

- la situation de l'établissement au regard des installations classées mentionnées à l'article 1er du présent arrêté.

- les conditions dans lesquelles les prescriptions du présent arrêté.

- les opérations menées en matière d'environnement pendant l'année, en mentionnant les investissements correspondants.

- le flux de déchets, leur provenance et leur(s) filière(s) de traitement (et) ou de valorisation.

Le rapport d'exploitation accompagné d'un avis de l'inspecteur des installations classées pourra faire l'objet d'une communication au Conseil Départemental d'Hygiène.

13°) - Les dispositions du décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975 modifiée sont applicables.

14°) - Installations Electriques

Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NFC 15.100.

Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200.

En outre, les installations électriques utilisées dans les zones classées seront conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - J.O du 30 avril 1980).

Elles seront protégées contre les chocs.

Les transformateurs, contacteurs de puissance... seront implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones classées.

Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière). Ils seront placés à l'extérieur des zones classées sous la surveillance des préposés responsables.

Les installations électriques seront entretenues en bon état. Elles seront périodiquement au moins une fois par an - contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En zones de danger, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer une liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. Cette mise à la terre est réalisée suivant les règles de l'art, elle est distincte de celle du paratonnerre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes et est périodiquement vérifiée.

L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

15) - Moyens de lutte contre l'incendie.

L'établissement sera pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

Il comprendra en particulier :

- un poteau d'incendie de diamètre 100 conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar.
- d'extincteurs en nombre suffisant, disposés dans les différents ateliers et dépôts.
- de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec et de pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou écoulements éventuels.

En outre :

- les extincteurs seront d'un type homologué NF M1H.
- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.
- le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers. L'ensemble du personnel participera à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.
- des dispositions seront prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible.

- un plan d'intervention sera établi ou actualisé avec les modifications prévues, en accord avec les services d'incendie et de secours de SAINT-BRIEUC. Ce dernier doit prévoir en particulier, les moyens d'extinction à utiliser (notamment en vue d'éviter les rejets d'eaux d'extinction dans les réseaux d'égout et le milieu naturel avec la mise en place d'obstacles ou vannes) et les mesures à prendre pour faciliter l'intervention des secours extérieurs. Les risques liés à la nature de l'activité exercée et des produits stockés seront portés à la connaissance de ces services.

- les voies d'accès seront maintenues constamment dégagées.

16°) - Consignes d'incendie.

Outre les consignes générales, l'exploitant établira des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci préciseront notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre.
- l'organisation des équipes d'intervention.
- la fréquence des exercices.
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.
- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels.
- les personnes à prévenir en cas de sinistre.

17°) - Registre d'incendie.

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu seront consignés sur un registre spécial qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

18°) - Déchets.

18-1 : Les déchets devront être éliminés dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement et dans des installations autorisées à cet effet, au titre de la législation des installations classées.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir justifier à tout moment, auprès de l'inspection des installations classées.

18-2 : Dans l'attente de leur élimination ou enlèvement, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risques de pollution (par exemple protection contre la pluie, les envois, cuvette de rétention, stockage séparé des produits incompatibles...).

18-3 : Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

Il s'assure avant tout changement que les réipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifie également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

II - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RÉCEPTION, AU TRANSIT ET AU REGROUPEMENT DE DÉCHETS.

19°) - Produits admis.

19-1 : L'installation est autorisée à recevoir et à stocker uniquement et au maximum les déchets liquides, pâtes et solides indiqués à l'annexe jointe au présent arrêté reprenant celle n° 8 du dossier d'autorisation (pages 1 à 17), en référence à la nomenclature des déchets définis par le décret du 15 Mai 1997.

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements utiles pour avoir une bonne connaissance du déchet en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans l'établissement.

Les capacités de stockage par catégories de déchets ne devront pas dépasser les valeurs ci-après :

- petits conditionnements ou fûts de 200 l à 1 m³ pour déchets solides tels que filtres à huile, piles, tubes néon etc.. : 35 m³ au maximum.
- petits conditionnements inférieur à 200 litres : 20 m³ maximum.
- fûts de 200 litres : 32 m³ au maximum.
- conteneurs plastiques de 1 m³, intérieurs : 10 m³ au maximum.
- cuves plastiques en FEHD, intérieurs : 30 m³ au maximum.
- cuves en acier, intérieurs : 20 m³ au maximum.
- cuves en acier, extérieures : 320 m³ au maximum.
- bennes en acier pour boues de curage : 24 m³ au maximum.

La capacité totale d'accueil du centre ne pourra dépasser 456 m³ correspondant aux volumes des rétentions qui sont respectivement de 360 m³ pour la zone "cuves extérieures", de 24 m³ pour la zone "bennes" et de 112 m³ pour la zone intérieure du bâtiment.

L'exploitant doit obtenir du producteur de déchet tous les renseignements utiles pour avoir une bonne connaissance du déchet en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans l'établissement.

19-2 : La réception et le stockage de tout autre déchet devront faire l'objet d'un arrêté préalable du préfet, pris sur avis de l'inspection des installations classées à qui tous les éléments d'appréciation devront être fournis.

Une ou des cuves d'un volume total de 30 m³, demeurant vides en régime normal, seront affectées à des stockages exceptionnels de déchets, en particulier d'accidents de la circulation mettant en cause des matières polluantes.

20°) - Déchets interdits.

La réception de déchets importés, de déchets gazeux, de produits explosifs, de produits radioactifs et de déchets contenant plus de 100 ppm de PCB est strictement interdit.

21°) - Identification des produits.

21-1°) - Aucun déchet ne sera réceptionné sur le centre s'il n'a fait l'objet d'une procédure d'identification préalable permettant de s'assurer qu'il appartient aux types de déchets visés au paragraphe 19-1 ci-dessus.

21-2°) - Les produits d'origine différente doivent être considérés comme des produits distincts et subir chacun la procédure d'identification.

21-3°) - Les éléments d'identification seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

22°) - Acceptation du déchet sur le centre.

22-1°) - Avant acceptation du déchet, il sera effectué un échantillonnage et des analyses si nécessaire, permettant de vérifier la conformité du produit avec les caractéristiques définies au moment de la procédure d'identification.

22-2°) - L'exploitant devra conserver les échantillons témoins pendant une durée d'un mois pour tous les arrivages et enlèvements et pour une durée de 2 mois pour tout déchet en regroupement.

22-3°) - Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant confirme au producteur, la destination donnée au déchet et transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

23°) - Contrôles.

23-1 : L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées :

- un registre d'entrée indiquant en particulier, la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur, les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence à la fiche d'analyses) et la destination finale du déchet.

- un registre de sortie indiquant la date, le nom de l'éliminateur, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du déchet, l'origine de chaque déchet composant le chargement.

23-2 : Tous les trimestres, l'exploitant devra établir une déclaration d'élimination des déchets visés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 et conformément à son annexe 4-3 ainsi que les déchets visés à l'annexe II du décret n° 95-517 du 15 Mai 1997.

Cette déclaration sera transmise à l'inspecteur des installations avant le 20 du mois suivant le trimestre écoulé.

24°) - Conformément à la circulaire ministérielle du 30 Août 1985, les déchets transitant sur le centre sont évacués dans un délai inférieur à 90 jours après leur arrivée sur le centre.

25°) - Exploitation.

25-1 : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

25-2 : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef.

Les heures de fonctionnement et de réception devront être affichées à l'entrée de l'établissement.

25-3 : Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

26) - Conditions de stockage pour les déchets autres que les huiles usagées, les hydrocarbures, les graisses et les boues de curage de réseaux.

26-1 : Le bâtiment sera construit en matériaux incombustibles. Il sera équipé d'au moins deux issues permettant le passage facile de véhicules et des emballages. Il sera largement ventilé et toutes dispositions devront être prises pour qu'il ne puisse en résulter d'inconfort, de gêne ou de danger pour les tiers.

26-2 : Dans cette partie, aucune opération de regroupement et de prétraitement ne sera effectuée.

26-3 : Le stockage sera conduit de façon à ce que les mélanges de produits incompatibles ne puissent se faire.

En particulier, à chaque famille de déchet sera associée une cuvette de rétention étanche d'une capacité au moins égale à 100 % de la capacité nominale de stockage relatif à cette famille.

26-4 : Le bâtiment sera doté d'au moins deux détecteurs de fumée, qui déclencheront une alarme sonore ou lumineuse sur le site ainsi qu'une alarme au domicile du responsable du dépôt et sur une centrale de surveillance.

26-5 : Le bâtiment sera également équipé d'un détecteur d'intrusion, déclenchant les mêmes alarmes que celles décrites au point 26-4 ci-dessus.

27) - L'établissement devra être entouré par une clôture grillagée. Il devra être fermé à clef en-dehors des heures d'ouverture de l'établissement. Son accès sera convenablement interdit à toute personne étrangère à l'exploitation du dépôt.

28) - Dispositions particulières au dépôt d'huiles usagées.

28-1 : Chaque enlèvement d'huile usée chez le producteur fera l'objet d'un double échantillonnage dont un sera conservé par l'exploitant jusqu'à acceptation du lot d'huile concerné sur un centre de régénération ou d'élimination.

28-2 : L'échantillonnage sera représentatif du lot et sera réalisé de préférence au pompage.

28-3 : Sur un échantillon de chaque lot partant en traitement ou régénération, sera réalisée une analyse permettant de détecter la présence de PCB : chaque fois que la présence de cette dernière molécule aura été mise en évidence, elle fera l'objet d'une mesure précise permettant de définir la filière de traitement final retenue.

28-4 : Les huiles usagées seront évacuées vers une installation régulièrement autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la régénération ou l'élimination des huiles usagées.

Une déclaration mensuelle établie selon le modèle annexé au présent arrêté sera transmise avant le 10 du mois suivant à l'inspecteur des installations classées.

III - DELAIS D'APPLICATION.

29) - Saut disposition contraire indiquée dans le présent arrêté, les dispositions indiquées ci-dessus devront être respectées :

- avant le 31 Décembre 1999 pour la disposition n° 7 1er alinéa (protection contre la foudre).
- dès notification de l'arrêté pour les autres dispositions.

ARTICLE 3 - La présente autorisation, délivrée sous réserve du droit des tiers, deviendrait caduque si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 4 - Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 - L'exploitant devra se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché en mairie de PLOUFFRAGAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la S.A. SANIT.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la S.A. SANIT dans deux journaux d'annonces légales du département : « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

ARTICLE 7 - « Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement). La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est :
- de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter du jour où la présente décision a été notifiée,
- de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté ».

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de PLOUFFRAGAN,

Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- la S.A. SANIT pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police,

- ainsi qu'aux maires de PLEDRAN (22960) et TREGUEUX (22950) pour information.

SAINT-BRIEUC, le 3 OCT. 1999

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Denis DOBO-SCHOENENBERG